



INSTITUT LIBÉRAL

Au service de la liberté

L'ouverture au marché chinois et les droits individuels

CARLO LOTTIERI

RAPPORT. Une intégration économique plus poussée avec la Chine est dans l'intérêt tant des populations chinoises que de l'Occident.

Au début du vingt-et-unième siècle, la Chine est, à bien des égards, une réalité paradoxale. Ce pays asiatique est un géant économique dont une grande partie de la population, désormais supérieure à un milliard, continue de vivre dans des conditions d'indigence. Bien que l'économie chinoise soit l'une des plus importantes au monde, le revenu par habitant des travailleurs chinois est toujours parmi les plus bas.

Il ne fait aucun doute que depuis l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping, le communisme chinois a connu des ajustements positifs menant à un respect sans précédent de la propriété privée et de la libre entreprise. Après avoir éliminé les rigidités héritées de la Révolution culturelle, la société chinoise a commencé à soutenir l'activité entrepreneuriale qui, bien qu'encore entravée en partie en raison du pouvoir immense du parti et de la corruption qui en découle, a permis un essor fulgurant.

Face à la Chine d'aujourd'hui, l'Occident peut choisir entre deux attitudes générales. D'une part, la décision pourrait être prise d'éviter le plus possible toute relation avec l'économie chinoise: établir différentes formes d'embargo, maintenir les droits de douane actuels (et en introduire de nouveaux), ou ériger d'autre type de barrières. Inversement, la décision pourrait être prise de favoriser une intégration économique la plus large et la plus profonde possible entre l'Occident et la Chine, en supprimant tout obstacle au commerce de même que les formes de protectionnisme déguisées.

Lire le rapport:

[L'ouverture au marché chinois et les droits individuels](#)

(11 pages, PDF)

Septembre 2013

